

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article378>



Cobayes humains

Le Pentagone s'apprête à reprendre les essais d'armes chimiques et biologiques à ciel ouvert

- Accueil - Actualités - Autres sources -
Date de mise en ligne : dimanche 23 décembre 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le rapport annuel du Pentagone atteste qu'il prépare des essais d'armes chimiques et biologiques à ciel ouvert en violation des Conventions internationales a révélé le professeur Francis A. Boyle, expert de référence en la matière. Le pire est à craindre, d'autant que par le passé l'Armée des États-Unis avait procédé à ce type d'expérimentation dans de grandes villes états-uniennes à l'insu de leur population.

22 décembre 2007, traduit de l'américain et publié par le [Réseau Voltaire](#)

Le Pentagone a nié que le président George W. Bush ait émis une directive lui permettant de reprendre les essais de guerre chimique et biologique (GCB) en plein air, essais qui avaient été interrompus par le président Richard Nixon en 1969. Pourtant, les préparatifs annoncés par le Pentagone semblent indiquer qu'il est prêt à le faire.

Le porte-parole Chris Isleib n'a pas répondu à une demande de commentaires sur un passage du rapport annuel du Département de la Défense adressé au Congrès en avril dernier, qui suggère que le Pentagone se prépare à reprendre les essais.

La reprise des essais en plein air mettrait un terme au moratoire adopté de longue date après le tollé suscité par une série d'accidents survenus dans les années 1960.

Le rapport annuel du Pentagone appelle apparemment à « des essais complets [de GCB] sur le terrain » pour ce qui touche à la mise au point et à l'exploitation de ces agents, et pas seulement de simulations.

Le rapport du Pentagone au Congrès contient le passage suivant : « Plus de 30 ans ont passé depuis l'interdiction aux États-Unis des tests en plein air d'agents chimiques vivants, et depuis que le dernier test de ce type a été réalisé, une grande partie de l'infrastructure nécessaire pour les essais sur le terrain, comme les détecteurs chimiques, n'existe plus ou est sérieusement périmée. Les augmentations actuellement prévues du budget de l'infrastructure "Essai et Évaluation" vont grandement améliorer aussi bien la mise au point que l'exploitation des essais sur le terrain, avec une meilleure représentation des menaces simulées et la définition de la réaction du système ».

« Soit l'armée a déjà repris les essais en plein air, soit elle se prépare à le faire », a déclaré Francis Boyle, professeur de droit international à l'université de l'Illinois et rédacteur de la loi de mise en application de la Convention sur les Armes Biologiques états-uniennes, qui fut signée par le président George H. Bush Sr. Boyle a suivi de près les développements ultérieurs.

« Je suis stupéfait par la nature de ce développement », a dit Boyle. « C'est un revirement majeur de politique ». Le traité de 1972 contre les germes de guerre [la guerre biologique], que les États-Unis ont signé, interdit de mettre au point des armes qui sèment la maladie, comme l'anthrax [1], un agent pathogène considéré par l'armée comme « idéal » pour la conduite de la guerre biologique.

« Le Pentagone est tout à fait prêt à lancer la guerre biologique par le biais de l'anthrax » prévient Boyle. « Tous les équipements ont été acquis et toute la formation menée et la plupart des membres de forces armées US prêtes à combattre ont reçu des équipements de protection et des vaccins qui les protégeraient prétendument de cet agent. »

Le Pentagone s'apprête à reprendre les essais d'armes chimiques et biologiques à ciel ouvert

Les essais en plein air déplacent la recherche sur les agents létaux hors des laboratoires afin d'étudier leur efficacité, y compris leurs modes de dispersion aérienne, et pour juger de leur capacité à infecter et à tuer lors des essais sur le terrain. Depuis les attentats à l'anthrax contre le Congrès [2] en octobre 2001, l'administration Bush a financé une vaste augmentation de la recherche biologique pour des centaines de laboratoires universitaires et privés aux États-Unis et à l'étranger impliquant l'anthrax et d'autres agents pathogènes mortels.

Les attaques à l'anthrax ont tué cinq personnes, dont deux employés des services postaux, en ont blessé 17 autres et elles ont mis temporairement un terme aux activités du Congrès des États-Unis, de la Cour suprême et à celles d'autres entités fédérales.

Bien qu'une loi fédérale permette au président d'autoriser les essais en plein air d'agents de GCB, Boyle déclare que cela « ne résout pas le problème du respect [du droit international] car une telle autorisation violerait la Convention Internationale sur les Armes Chimiques (CIAC) et la Convention sur les Armes Biologiques (CAB) ainsi que les textes législatifs sur la mise en application de ces conventions au niveau national, et ces violations seraient [légalement] des crimes ».

Boyle va plus loin, en ajoutant que les États-Unis sont déjà « en violation » de ces deux conventions ainsi que du droit pénal fédéral relatif à leur mise en oeuvre. En février 2003, par exemple, les États-Unis se sont eux-mêmes accordé un brevet pour des grenades illégales, de longue portée et utilisant des armes biologiques, manifestement à des fins offensives.

Boyle affirme que la mise au point de l'anthrax en vue d'une éventuelle offensive de but est mise en évidence par les efforts du gouvernement « pour essayer de stocker massivement des vaccins contre la maladie du charbon et des antibiotiques, pour 25 millions d'États-Uniens au moins, afin de protéger la population civile dans le cas où il y aurait un "retour de manivelle" à l'utilisation de l'anthrax dans le cadre d'une guerre biologique menée à l'étranger par le Pentagone ».

« En théorie », ajoute Boyle, « vous ne pouvez pas mener une guerre biologique à l'étranger, sauf si vous pouvez protéger votre population civile des représailles de même nature, ou d'un "retour de bâton", ou des deux ». Dans le cadre du projet BioShield, le Département à la Sécurité de la Patrie (Homeland Security) dépense 5,6 milliards de dollars US pour stocker des vaccins et des médicaments afin de lutter contre l'anthrax, la variole, et d'autres agents de bioterrorisme [3]. Le projet a été marqué par des retards et des problèmes opérationnels et le 12 décembre 2006, le Congrès a adopté une loi approuvant un budget d'un milliard de dollars US pour financer trois années de recherche supplémentaires par le secteur privé sur le BioShield.

Boyle dit que les preuves que les États-Unis disposent d'anthrax de qualité militaire ont été apportées en octobre 2001, par les attaques aux courriers piégés à l'anthrax contre les sénateurs démocrates Thomas Daschle et Patrick Leahy [4]. La souche hautement sophistiquée de la maladie du charbon utilisée semblerait provenir du centre de guerre biologique de Fort Detrick, dans le Maryland, c'est-à-dire de l'armée états-unienne. Ces attaques ont tué 5 personnes et affecté 17 autres. Les efforts actuels pour l'agrandissement de Fort Detrick ont par ailleurs suscité une forte opposition de la communauté locale, selon un article paru dans le Baltimore Sun.

« De toute évidence, une personne travaillant pour le gouvernement des États-Unis a constitué une réserve d'anthrax de qualité militaire qui peut être utilisée de nouveau au niveau national à des fins de terrorisme politique ou à l'étranger pour mener une guerre offensive », a déclaré Boyle.

Associated Press a indiqué que l'armée états-unienne est en train de remplacer son Institut militaire des maladies infectieuses situé à Fort Detrick « par un nouveau laboratoire qui serait composé d'un campus de biodéfense

Le Pentagone s'apprête à reprendre les essais d'armes chimiques et biologiques à ciel ouvert

exploité par plusieurs agences ». L'armée a déclaré à AP que le laboratoire est destiné à poursuivre des recherches uniquement à des fins défensives contre les menaces biologiques.

Le fait que des scientifiques du gouvernement ont créé de nouvelles souches d'agents pathogènes pour lesquels il n'existe pas de remède connu contredit fortement l'argument selon lequel la recherche états-unienne est menée à des fins "défensives". Richard Novick, professeur de microbiologie à l'université de New York, a déclaré : « Je ne peux imaginer une justification plausible pour expliquer la modification génétique de l'anthrax comme une mesure défensive. » L'altération d'un agent pathogène (antigenicity) consiste à modifier sa structure de base afin que les vaccins existants s'avèrent inefficaces contre elle.

La guerre biologique implique l'utilisation d'organismes vivants à des fins militaires. Ces armes peuvent être d'origine virale, bactérienne ou fongique, parmi d'autres formes, et peuvent être disséminées sur une vaste étendue géographique par le biais du vent, de l'eau, des insectes, des animaux ou des humains, selon Jeremy Rifkin, auteur de *The Biotech Century* (Le siècle Biotech).

Boyle affirme que le gouvernement fédéral US a déversé d'énormes sommes d'argent pour la modernisation de Fort Detrick et d'autres installations de GBC où ces pathogènes sont étudiés, mis au point, testés et stockés. Selon certaines estimations, les États-Unis ont investi depuis 2002, quelque 43 milliards de dollars US dans des centaines de laboratoires universitaires, gouvernementaux ou du secteur privé aux États-Unis pour l'étude des agents pathogènes susceptibles d'être utilisés dans le cadre de la guerre biologique.

Selon Richard Ebright, biologiste moléculaire à l'université Rutgers, plus de 300 institutions scientifiques et 12 000 personnes ont accès à des agents pathogènes adaptés à la guerre biologique et au terrorisme. Ebright a constaté que le nombre de bourses accordées par l'Institut National de la Santé à la recherche sur des maladies infectieuses ayant un potentiel pour la guerre biologique est passé de 33 pour la période 1995-2000 à 497 en 2006. Ebright a déclaré que le gouvernement avait décuplé le nombre de laboratoires de niveau de biosécurité maximal, comme ceux qui se trouvent à Fort Detrick, et que cela avait augmenté le risque d'accidents et de détournement des organismes dangereux. « Si un employé dans une de ces installations emporte une seule particule virale ou une seule cellule, ce qui ne peut pas être détecté ou empêché, cette unique particule ou cellule peut constituer la base d'une épidémie. »

Pendant la Guerre froide, notamment dans les années 1950 et 1960, diverses agences gouvernementales se sont lancées dans des essais de GCB réalisés en plein air sur le sol états-unien et en mer sur les navires de la Marine US pour étudier les effets des armes pathogènes. Des villes états-uniennes, dont New York, Chicago et San Francisco, figuraient parmi les objectifs, et des maladies et même un certain nombre de décès ont été signalés par la suite.

Selon un article intitulé « Lethal Breeze » de Lee Davidson dans le *Deseret News* de Salt Lake City du 5 juin 1994 : « Au cours de décennies de tests secrets d'armes chimiques, l'armée a libéré dans l'atmosphère de l'État de l'Utah plus de 225 000 kilos de neurotoxiques mortels ». Parmi eux, ajoute-t-il, se trouvait l'agent VX, dont une seule goutte de la taille d'une tête d'épingle peut être fatale. Les essais ont été menés à Dugway Proving Ground, mais pour Davidson, il y a lieu de penser que « certains [des agents] ont pu être disséminés avec le vent ».

Des documents du Pentagone obtenus par le News énuméraient 1 635 essais ou utilisation sur le terrain des agents neurotoxiques VX, GA et GB entre 1951 et 1969, année « où l'armée a abandonné l'utilisation en plein air d'agents neurotoxiques actifs après que des fuites de gaz neurotoxique auraient apparemment tué 6 000 ovins à Skull Valley », écrit Davidson. L'épisode de Skull Valley a également affecté un éleveur et les membres de sa famille.

Boyle a précédemment accusé le Pentagone de « se préparer à combattre et à gagner » une guerre biologique « en

application de deux directives de stratégie nationale promues par Bush et adoptées en 2002 » sans que le public en soit informé et puisse en débattre. » Il soutient que le programme de défense chimique et biologique du Pentagone a été modifié en 2003 pour mettre en oeuvre ces directives, entérinant la possibilité d'une utilisation des armes chimiques et biologiques en « premier recours » dans une guerre.

Ross Sherwood

Ross Sherwood, écrivain, consultant en relations publiques et directeur du service de presse Anti-War News Service, a été animateur d'une émission radio de débats publics à Washington ; il fut reporter pour le Chicago Daily News et travaillé comme chroniqueur pour plusieurs agences de presse.

Francis A. Boyle a rédigé la loi d'application qui fut adoptée à l'unanimité par le Congrès états-unien et qui est connue sous le nom de Biological Weapons Anti-Terrorism Act de 1989. Ses derniers ouvrages publiés sont *Guerre biologique et terrorisme*, retour sur les attaques terroristes à l'anthrax, et *Destroying World Order : U.S. Imperialism In the Middle East Before and After September 11th* (Détruire l'Ordre Mondial : De l'impérialisme US au Moyen-Orient, avant et après le 11 Septembre) chez Clarity Press.

[1] Note de traduction : Dans cet article, nous avons conservé le terme anglophone anthrax qui désigne aussi bien le germe du Bacillus anthracis que la maladie infectieuse aiguë qu'il cause, et que l'on connaît en français sous le nom de charbon. Les médias français ont de fait repris ce terme anglophone, alors que l'anthrax, en français désigne spécifiquement une maladie généralement bénigne due au staphylocoque doré.

[2] Ndlr : Rappelons que ces attentats se produisirent en 2 phases : celle à laquelle l'auteur fait référence est la seconde. La première prit pour cible 5 médias importants : les 3 principaux networks (ABC News, CBS News, NBC News) et le New York Post, tous basés à New York, de même que le National Enquirer et le Sun, appartenant au groupe American Media, Inc. (AMI) situé en Floride. Elle survint dès le 18 septembre 2001.

[3] La bioterreur, ou guerre bactériologique, est l'utilisation en tant qu'arme des propriétés nocives de certains micro-organismes ou toxines. Elle est destinée à invalider ou tuer un adversaire. Proscrite par l'ONU parce qu'une attaque réussie pourrait vraisemblablement engendrer des milliers, voire des millions de morts et qu'elle pourrait détruire des sociétés et des marchés économiques, les analystes militaires estiment que la guerre biologique est peu efficace sur un terrain conventionnel, bien qu'elle puisse être une arme psychologique dans le cas du bioterrorisme.

[4] Deux parlementaires alors fervents opposants à l'USA PATRIOT Act, Ndlr.